

Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Roger-Yannick CHARTIER, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Flora LABOURIER, Clothilde OLLIER, Séverine SAINT-MARTIN, Joëlle URBANI

Instauration d'une indemnité forfaitaire annuelle pour fonctions essentiellement itinérantes - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les éducateurs et animateurs de l'unité animation des pratiques sportives et terrestres du pôle sports, sont amenés à se déplacer quotidiennement, pour les besoins du service et dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, à l'intérieur de la Ville de Montpellier. Leurs missions consistent à encadrer sur les temps scolaires, périscolaires et extrascolaires des groupes d'enfants et adolescents dans les quartiers prioritaires de la Ville de Montpellier (Mosson, Gély-Figuerolles, Cévennes-Petit-bard, Près d'Arènes...). Leur emploi du temps les amène à se déplacer quotidiennement d'un quartier à un autre à chaque demi-journée de la semaine et également en soirée.

Ces déplacements sont réalisés avec les véhicules personnels des agents utilisés à des fins professionnelles. Afin de compenser le coût lié à ces déplacements qui ne peuvent être pris en charge via le remboursement classique des frais de déplacements, car trop fréquents, « une indemnité forfaitaire annuelle pour fonctions essentiellement itinérantes » peut être attribuée, conformément aux dispositions décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001.

Il est donc proposé d'instaurer à compter du 1^{er} janvier 2025, cette indemnité forfaitaire annuelle pour fonctions essentiellement itinérantes, aux animateurs et éducateurs de l'unité animation des pratiques sportives et terrestres. Le montant annuel maximum est fixé par voie d'arrêté interministériel à 615 €.

Compte tenu du fait que l'attribution de cette indemnité forfaitaire annuelle de fonctions itinérantes est conditionnée à l'exercice effectif de missions itinérantes, l'agent qui n'en remplit plus les conditions ne peut plus y prétendre. Un ordre de mission permanent pour une durée d'un an sera délivré au personnel exerçant des fonctions itinérantes.

L'autorisation d'utiliser son véhicule personnel ne sera délivrée qu'au vu de la souscription, par l'agent, d'une assurance particulière et au vu de son permis de conduire en cours de validité, l'assurance de l'agent devant couvrir de manière illimitée la responsabilité personnelle de ce dernier pour ses déplacements professionnels, la responsabilité de l'employeur dans le cas où celle-ci serait engagée vis-à-vis des personnes transportées, et enfin, l'assurance contentieuse. Une copie de ces documents sera conservée dans le dossier individuel de l'agent.

Le montant de l'indemnité est modulé à proportion de la durée du temps de travail de l'agent.

Cette indemnité sera versée aux agents concernés, au mois de décembre de chaque année.

L'instauration de cette indemnité forfaitaire annuelle pour fonctions essentiellement itinérantes a fait l'objet d'un avis du Comité Social Territorial en date du 12 novembre 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise en place à compter du 1^{er} janvier 2025 d'une indemnité forfaitaire annuelle pour fonctions essentiellement itinérantes dans les conditions prévues ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 6 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 décembre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-285168-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.